

gouvernement britannique il y a un ou deux ans mais aujourd'hui un peu trop démonétisée pour qu'on la ressorte, cette coalition n'a pas sanctionné la famine comme une arme légitime.

Si l'on considère l'état actuel de la guerre—dans la mesure où il est possible de se faire une idée exacte de ce qui se passe au Nigéria et au Biafra—il semble qu'elle soit relativement statique. Le front n'a guère changé depuis quelques mois. On n'a plus entendu parler de nouvelles atrocités. Aucun nouveau renseignement susceptible de modifier la position de ces trois gouvernements ne nous est parvenu. Il y a cependant une nouvelle qui pourrait peut-être jeter quelque lumière sur ce qui semble être un durcissement très réel des positions au cours de ces dernières semaines: on sait, depuis peu, que la très importante production de pétrole—importante non seulement pour le Nigéria mais pour ses alliés—a été gravement compromise par les offensives militaires biafraises et par ce qu'on pourrait décrire comme les mini-forces aériennes du Biafra qui, si je comprends bien, auraient réduit la production de pétrole du Nigéria de quelque 50 p. 100. C'est au point qu'un certain nombre de compagnies d'assurance hésitent même à assurer les pétroliers qui s'approchent du Nigéria pour charger du pétrole.

Y a-t-il en fait une cabale ou une conspiration du pétrole dont les pressions se font sentir, non pas directement peut-être, mais au moins indirectement? La question mérite d'être posée, car certaines tendances très précises de ces derniers mois montrent clairement que nous acceptons beaucoup plus facilement qu'il y a seulement un an la famine comme arme de guerre.

Aujourd'hui et auparavant, le premier ministre a mentionné vaguement, comme à son habitude, les garanties politiques exigées: elles équivalent à la reconnaissance diplomatique. Certes, reconnaître diplomatiquement l'un des protagonistes d'une guerre civile est une entreprise difficile. Or, en formulant cette proposition, le premier ministre estimait que le Biafra essaie peut-être de forcer l'avantage en liant les vols de jour à la reconnaissance diplomatique de sa capitale politique.

Le premier ministre a déclaré à la Chambre et aux Canadiens, étant donné les exigences inacceptables concernant la reconnaissance diplomatique, que le général Ojukwu essayait en vérité de profiter de la situation, mais lorsqu'on l'a pressé à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre de formuler ces conditions, d'indiquer quand et à qui on les a posées, le premier ministre répond très adroitement que ce n'est certes pas à lui de répondre car il ne veut pas trahir la confiance

qu'on lui a témoignée. Il est étonnant de voir à quel point il est capable de respecter la confiance de gens qui n'ont pour lui aucune existence juridique. Il lui est aussi très commode de fournir une interprétation sans devoir la préciser. C'est ce que j'ai essayé de lui faire faire cet après-midi, après son discours, car j'estime que nous devons au moins faire preuve d'honnêteté si nous voulons exposer la situation telle qu'elle existe et telle que nous l'envisageons.

Quelle est la situation? Pourquoi le premier ministre a-t-il parlé de conditions ou garanties politiques équivalentes à une reconnaissance? Il faut être honnête et dire que les Biafrais pour permettre les vols de secours de jour, sauf erreur, ont demandé certaines formes de garanties. Bien franchement, ils ont été leurrés trop souvent pour accepter notre simple parole ou notre réputation de gens qui traitent de pair à compagnon, pour ne pas se rendre compte que leur propre sécurité—et en somme c'est à cela que la guerre se résume—est en jeu. Ils ont demandé des garanties, pas seulement au Canada mais à certains autres pays également. Je suis étonné qu'ils soient encore prêts à nous accorder ce degré de confiance. Ils demandent des garanties commerciales peut-être ou relatives à une reconnaissance diplomatique pas nécessairement celle du Biafra mais ils voudraient que nous manifestions notre intention de ne plus reconnaître les Nigériens s'il leur arrivait de renoncer ou de manquer à leurs propres engagements relatifs à un programme négocié de secours ou quelque forme de garantie militaire.

Bien entendu le premier ministre a raison de dire que si nous offrons une garantie d'ordre commercial, diplomatique ou militaire, en fait nous prenons une position équivalente à la reconnaissance. Mais envisagée comme une condition fondamentale à leur propre sécurité, comme le font les Biafrais, c'est une tout autre paire de manches que lorsqu'on la présente comme une sorte de proposition détournée, comme un point d'entente, ou comme une sorte de boni que recherchent les Biafrais dans leurs efforts pour édifier leur propre capital politique.

Il faut être réaliste à mon avis et je ne puis que déplorer l'absence de réalisme que traduisaient les observations du premier ministre—et je suis bienveillant en l'occurrence. Certaines des choses qu'il a dites en citant le secrétaire d'État des États-Unis, (M. Rogers) ne m'auraient guère plu si je m'étais trouvé derrière la ligne de feu et impliqué d'une certaine manière dans la lutte que mènent les Biafrais pour survivre.

Qu'a dit au juste le secrétaire Rogers dans sa déclaration du 12 novembre au sujet des